

## Séance publique du lundi 25 juin 2012

**Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

### **Absents :**

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

## **Convention relative à la vérification des conditions du regroupement familial**

Max LEVITA rapporte :

La procédure de regroupement familial est définie par le décret n° 2011-1049 du 6 septembre 2011 pris pour l'application de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 qui précise le rôle de chaque intervenant :

- l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est désormais « guichet unique » pour le dépôt des demandes de regroupement familial,
- le Maire vérifie si les conditions de logement et de ressources sont remplies,
- le Préfet prend la décision finale qui est communiquée par l'OFII aux autorités concernées, notamment au maire du domicile de la famille étrangère.

La mission de vérification des conditions de logement et de ressources peut être confiée à des agents spécialement habilités des services de la commune ou, à la demande du Maire, à l'OFII. La Ville de Montpellier a adopté cette dernière solution depuis 2005.

Toutefois, le décret précité a introduit un nouvel article codifié au R 421-15-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ainsi rédigé : « *Le recours du maire aux services de l'OFII peut faire l'objet d'une convention d'organisation conclue avec le directeur général de l'office* ». Par courrier du 18 janvier 2012, l'OFII demande à Madame le Maire de formaliser cette délégation par une convention tripartite.

D'une durée d'un an, reconductible par tacite reconduction, cette convention définit les niveaux de délégation, niveau I : enquête logement seule, niveau II : enquête logement et enquête ressources. Elle permettra de pérenniser la délégation du Maire à l'OFII (niveau II).

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'adjoint délégué, à signer cette convention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/06/2012**